

[Text]

Ms Jamieson: Thank you. I think that clarification is very useful. I wonder if you would comment on the issue of the equalization payments and constitutional entrenchment. One of our members, who unfortunately is not with us today, Warren Allmand, has raised this in a few of our hearings and has asked witnesses about that, because there is constitutional provision for equalization payments for provinces. I wonder how you feel about that for First Nations governments?

Chief Ahenakew: Well, if that was a constitutional, entrenched provision, then of course we would not have to be asking anybody about our plight, about our requirements and everything else. I think it would do many things, if that type of an arrangement were struck. First of all, we would know absolutely what it is that we can expect from year to year and at the same time we would know what other things we had to do, not only to meet the needs of the people but to develop, to develop ourselves and our resources. At the moment, when the axe comes down and the slicing begins, we are poor already. We are already very, very poor, needy and everything else. We do not share the resources in this country the way we should and must, and therefore we are really at the mercy of the good faith and the good will of a department, which I do not think has ever been there and do not have any reason to expect will be there in the future. So that would certainly eliminate many intermediaries and many problems, entering into that form of arrangement. But that should not be the only one considered. I imagine there are other ways in which this fiscal arrangement could come about and I am just a little tired of having to get a writer and an accountant to develop a proposal for the bands that are in dire straits at the moment. We realize as well as anybody else, as I said earlier, that these are hard economic times. But we have always had hard economic times. So here we are, in the same situation, and the only difference being we are down at the bottom rung; we are still down there. The way, I suppose, to change that—the one way of changing that situation—is by that arrangement. Get into some bold new ventures, take some bold steps and do it. People say it is the political will. I think it is more than just a political will. I think it is a moral obligation. I think spiritually we would feel one heck of a lot better all around, both the non-Indians and the Indians.

Chief Sanderson: Mr. Chairman, with respect to the question of equalization payments, I know that part of your terms of reference is dealing with Canada-Indian fiscal relations. I think to more fully address the concept of equalization payments, we would have to see a restructuring of what exists now, through that formula there, and take a look at what kind of moneys are there that are really Indian moneys. We do have a concern in Saskatchewan that we do not have the proper type of funding formulas that are required for the financing of Indian government. Also, we want to clearly nail down those fiscal obligations of the federal government in

[Translation]

Mme Jamieson: Merci. Votre éclaircissement a été très utile. Par ailleurs, pouvez-vous nous parler de la question des paiements de péréquation et de l'inscription dans la Constitution? L'un de nos membres, qui n'est malheureusement pas ici aujourd'hui, M. Warren Allmand, l'a déjà soulevée à quelques reprises lors de nos séances, et a demandé ce que les témoins en pensaient, car une disposition constitutionnelle prévoit justement des paiements de péréquation aux provinces. Que pensez-vous de cela dans le cas des gouvernements des premières nations?

Le chef Ahenakew: Eh bien, s'il s'agit d'une disposition inscrite dans la Constitution, alors nous ne serions pas obligés de demander à qui que ce soit de s'occuper de notre sort, de nos besoins et de tout le reste. Si une telle entente intervenait, elle réaliserait beaucoup de choses. D'abord, nous saurions tout à fait à quoi nous pouvons nous attendre d'une année à l'autre tout en sachant aussi quelles autres choses il faut faire, non seulement pour répondre aux besoins de la population mais pour mettre en valeur toutes nos ressources. À l'heure actuelle, lorsqu'on donne le premier coup de hache et qu'on commence le dépeçage, nous sommes déjà pauvres. Nous sommes déjà très, très pauvres, dans le besoin et tout le reste. Nous ne partageons pas les ressources de notre pays comme nous le devrions, et partant, nous sommes vraiment à la merci de la bonne foi et de la bonne volonté d'un ministère. Or, cette bonne foi et cette bonne volonté n'ont jamais existé, et je n'ai aucune raison de croire qu'elles existeront à l'avenir. Quoi qu'il en soit, ce genre d'arrangement éliminerait certainement bon nombre d'intermédiaires et de problèmes. Toutefois, ce n'est peut-être pas la seule possibilité à considérer. J'imagine qu'il peut y avoir d'autres moyens d'arriver à un tel arrangement fiscal, et pour ma part, je suis un peu fatigué de devoir recourir aux services d'un rédacteur et d'un comptable pour élaborer une proposition de la part des bandes alors qu'elles sont dans une situation économique très difficile en ce moment. À ce sujet d'ailleurs, comme tout le monde, nous nous rendons compte de la gravité de la situation économique. Cependant, nous avons toujours connu ce genre de choses. Nous voici donc dans la situation où nous nous trouvons au bas de l'échelle, comme cela a toujours été le cas. C'est cet arrangement qui, à mon avis, constitue un moyen de changer cet état de choses. Soyez hardis et intrépides, prenez des mesures décisives et faites-le. Les gens disent qu'il s'agit d'une volonté politique. Pour ma part, je crois qu'il y a plus que cela et qu'il s'agit d'une obligation morale. Spirituellement, nous nous sentirions ensuite tous beaucoup mieux, à la fois les Indiens et les non-Indiens.

Le chef Sanderson: Monsieur le président, pour ce qui est de la question des paiements de péréquation, je n'ignore pas que votre mandat englobe également les rapports fiscaux entre le Canada et les Indiens. Or, pour mieux étudier cette idée des paiements de péréquation, il faut que nous refondions ce qui existe à l'heure actuelle, grâce à la formule mentionnée, et que nous jettions un coup d'oeil sur les sommes existantes et qui reviennent vraiment aux Indiens. En Saskatchewan, nous sommes vraiment préoccupés du fait que nous ne disposons pas des formules de financement nécessaires pour financer la mise sur pied d'un gouvernement indien. De plus, nous tenons